

Nucléaire: une filiale d'Engie reconnue coupable de «faute inexcusable»

PAR JADE LINDGAARD
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 9 MAI 2016

Pour la première fois, une entreprise sous-traitante d'EDF pour la maintenance de ses centrales nucléaires est reconnue coupable de la mort d'un salarié.

C'est une discrète décision de justice, mais, pour la famille du justiciable, elle prend la forme d'une reconnaissance essentielle. Le 14 avril dernier, le tribunal des affaires de sécurité sociale d'Évry a reconnu la « *faute inexcusable* » d'Endel, filiale d'Engie (ex-GDF Suez), ayant entraîné la mort de Christian Verronneau, agent logistique nomade sur le parc nucléaire français. Il est décédé le 19 décembre 2012 d'un cancer broncho-pulmonaire reconnu comme maladie professionnelle.

C'est la première fois que la justice reconnaît la faute inexcusable d'un sous-traitant de l'atome – Endel intervient à la demande d'EDF pour assurer la maintenance de ses réacteurs partout en France. En 2013, **le tribunal des affaires sociales d'Orléans avait jugé EDF coupable d'une « faute inexcusable »** concernant l'un de ses anciens salariés, Jean-François Cloix, décédé le 25 avril 2009 des suites d'un cancer broncho-pulmonaire. L'électricien a fait appel de ce jugement et l'a emporté en deuxième instance. La veuve de l'ancien salarié s'est pourvue en cassation.

« *Qu'est-ce qui constitue une première en France : la reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur d'un travailleur "extérieur" de l'industrie nucléaire ou le fait de voir enfin brisée l'invisibilité des décès pour maladie professionnelle de salariés de la sous-traitance du nucléaire, invisibilité organisée par les exploitants, l'État, les employeurs et, malheureusement aussi, des syndicats défendant l'emploi ?* » interpellent aujourd'hui le militant syndical Philippe Billard et la chercheuse Annie Thébaud-Mony dans un communiqué.

Entre 25 000 et 35 000 personnes assurent la maintenance des centrales nucléaires en France. Dans leur immense majorité, elles sont employées

par des entreprises sous-traitantes et ne bénéficient pas du statut protecteur des agents et salariés d'EDF. Les tâches qui leur incombent sont pourtant celles qui les exposent aux plus fortes doses de radioactivité : décontamination, nettoyage, robinetterie, calorifugeage. Selon Philippe Billard, « *les sous-traitants encaissent 90 % de la dose annuelle d'irradiations reçue dans les 58 réacteurs nucléaires français* ».

C'est le travail qu'a effectué Christian Verronneau durant près de trente ans, de 1981 à 2009, dans différentes installations de production d'électricité, affecté à la réalisation de « *servitudes nucléaires* » : décontamination de piscines, pose de protections aux points chauds, contrôle en radioprotection, tri des déchets.

Dans ce cadre, il a subi une exposition professionnelle continue aux rayonnements ionisants. Au total, il a reçu environ 600 millisieverts (mSv) lors de sa carrière professionnelle, selon l'estimation réalisée par sa défense. Le millisievert (soit un millième de sievert) est l'unité légale de mesure de l'effet biologique de l'absorption de dose par un organisme vivant. À titre de comparaison, pour la population générale, la limite annuelle réglementaire est fixée à 1 mSv. Pour les travailleurs du nucléaire, elle est fixée à 20 mSv chaque année (contre 50 mSv précédemment). Pour Endel, son employeur, Christian Verronneau a reçu des doses inférieures aux normes autorisées et a bénéficié d'un suivi médical rigoureux. Mais le tribunal constate que l'entreprise « *ne verse aux débats aucun élément objectif permettant de justifier d'un réel suivi, en particulier médical* ».

Pour le juge, le suivi médical du salarié a été « *superficiel, voire inexistant* ». Si bien que « *la société Endel avait conscience du risque auquel était exposé son salarié mais n'a pas pris les mesures appropriées pour l'en préserver* ». Le cancer des poumons qui a emporté Christian Verronneau est donc une maladie professionnelle qui résulte de la faute inexcusable de son employeur. Endel conteste les attendus du jugement, comme son avocat l'a expliqué au *Parisien*, et envisage de faire appel – elle peut le faire jusqu'au 15 mai, tout comme son organisme de sécurité sociale.

La veuve de Christian Verronneau, Eugénie Ngweko, et leur fille, âgée de 16 ans lors de son décès, bénéficieront de primes supplémentaires d'indemnisation, du fait de la reconnaissance de la faute inexcusable. Mais pour l'épouse du salarié décédé, là n'est pas le plus important.

Lors d'une récente réunion publique consacrée aux impacts nocifs du nucléaire, et à la difficulté de faire la lumière sur ces effets (*Tcherno23*, à la mairie du II^e arrondissement à Paris, le 23 avril), **Eugénie Ngweko a pris la parole** : « *J'ai vu comment mon mari a souffert dans sa maladie. Aussitôt reconnue sa*

maladie professionnelle, il s'est battu pour que puisse être reconnue la faute inexcusable de son employeur. Je voyais comment il sortait avec sa mallette avec tout un lot de documents pour aller au tribunal. Franchement, je ne savais plus quoi faire. Puisque je l'accompagnais à l'hôpital tout le temps, quand le médecin nous a annoncé tout cru qu'il n'y avait plus rien à faire, je lui ai donné ma parole que je n'allais pas baisser les bras. Que j'irais jusqu'au bout. Malgré tout ce qui est arrivé, j'ai tenu ma parole. On a continué le combat depuis 2010 jusqu'à ce jour. Si d'autres personnes sont dans la même situation, qu'elles ne baissent pas les bras. »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitran ; Société Ecofinance, Société Doga, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.